

[ACTUALITÉ]

POUVOIR D'ACHAT

# INFLATION : LA GRANDE INCERTITUDE



IL EST DIFFICILE DE PRÉVOIR COMMENT L'INFLATION VA ÉVOLUER CETTE ANNÉE. D'UNE PART, L'ON NOTE UN RELÂCHEMENT DE LA PRESSION SUR LES PRIX DE NOMBREUX PRODUITS DE BASE ET LA BAISSSE DES COÛTS DU FRET. ALORS QUE D'AUTRE PART, UNE SÉRIE DE FACTEURS FONT MONTER LA PRESSION : LES PRIX INCHANGÉS DES CARBURANTS, LA NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE POUR L'ÉLECTRICITÉ OU ENCORE LE PAIEMENT DE LA COMPENSATION SALARIALE.

JOANNA SEENAYEN/ASHLEY EMILIE/ELLVINA NALLAN

**D'APRÈS** l'édition de janvier 2023 de Global Economic Prospects, les perspectives de reprise économique en ce début d'année sont moins bonnes que celles qui avaient été estimées pour 2023. Toute nouvelle évolution défavorable, à l'instar

d'une courbe inflationniste plus élevée que prévu, de hausses brutales de taux d'intérêt pour la contenir, d'une résurgence de la pandémie de Covid-19 ou d'une escalade des tensions géopolitiques, pourrait faire basculer l'économie mondiale dans une récession.

Si ce scénario s'avérait, fait-on remarquer au niveau du groupe de la Banque mondiale, il constituerait un inédit en plus de 80 ans : deux récessions mondiales se produisant au gré de la même décennie. En contraste avec les projections précédentes, un cycle d'inflation mondiale plus élevée devrait se pérenniser. De l'avis des économistes et consultants financiers

interrogés, la courbe inflationniste descendante, et prévue pour certains dès le premier trimestre de 2023, concernera l'inflation importée, bien qu'une baisse des prix soit prévue. Avec le maintien du prix des carburants et une nouvelle grille tarifaire pour l'électricité, l'inflation locale continuera à rogner le pouvoir d'achat des ménages et mettra sous pression les agents économiques.

La plupart des économies ont fait face à l'augmentation graduelle du taux d'inflation au cours de 2022. L'inflation globale médiane, indique le Global Economic Prospects, a dépassé 9 % au second semestre de 2022, soit son niveau le plus

élevé depuis 1995. Dans les économies de marché émergentes et en développement, l'inflation a franchi près de 10 %, le niveau le plus élevé depuis 2008, et légèrement plus de 9 % dans les économies avancées, son niveau le plus élevé depuis 1982. L'inflation était supérieure à l'objectif dans pratiquement tous les pays qui ont adopté des cibles d'inflation. À Maurice, l'inflation globale avait atteint 10,8 % en décembre. Alors que le taux en glissement annuel était de 12,2 %.

Selon Global Economic Prospects, le scénario de décélération de l'inflation globale en 2023 à l'échelle globale devrait

ACTU



MANISHA DOOKHONY (ÉCONOMISTE ET CONSEILLÈRE EN INVESTISSEMENTS)



BHAVIK DESAI (ASSISTANT DIRECTOR À PERIGEUM CAPITAL)



IBRAHIM MALLECK (DIRECTEUR À EBONIA CAPITAL)

être principalement le fruit de la modération des prix de nombreux produits de base. Après avoir touché un pic de 7,6 % en 2022, le Consumer Price Index (CPI) devrait rester élevé, à 5,2 % en 2023, avant de s'atténuer à 3,2 % en 2024, ce qui est supérieur à sa moyenne de 2,3 % pour la période 2015-2019.

Revenant sur les facteurs qui sont à l'origine des pressions inflationnistes, l'économiste et conseillère en investissements, Manisha Dookhony, rappelle que «les cycles d'expansion et de réduction des prix des produits de base ont été particulièrement intenses au cours des deux dernières années, lorsque les prix des matières premières se sont effondrés avec l'arrivée de la Covid-19, puis ont bondi, dans certains cas pour atteindre des sommets historiques l'année dernière. Les évolutions macroéconomiques mondiales en 2023 et les facteurs liés à l'offre de matières premières entraîneront probablement la poursuite des cycles d'expansion et de récession sur les marchés des matières premières».

Les analystes à l'échelle locale estiment, pour la plupart, que l'inflation demeurera élevée au premier semestre avant d'amorcer une courbe descendante au second semestre, et avoisiner la barre de 5-6 % en 2023. «Cela nous semble logique et ces prévisions sont en accord avec le modèle de Perigeum Capital. Nous nous attendons à une hausse record en février, quand le taux grimpera à plus de 11,3 %, puis descendra en dessous de 10 % d'ici juillet, passant à 6 % en décembre 2023», note Bhavik

Desai, Assistant Director à Perigeum Capital.

D'après les conjonctures à l'œuvre, Ibrahim Malleck, directeur à Ebonia Capital Ltée, s'attend aussi à une tendance baissière pour l'inflation dès le deuxième trimestre. «La majeure partie de notre inflation actuelle est importée et non liée à la demande, et avec la récente baisse de l'inflation dans un certain nombre de nos pays partenaires commerciaux, un effet de décalage devrait entraîner une tendance à la baisse au niveau local au deuxième/troisième trimestre», observe-t-il. Cependant, nuance notre interlocuteur, étant donné le niveau d'incertitude, notamment en ce qui concerne les prix de l'énergie et la possibilité d'un resserrement de la politique monétaire sur le plan local, aussi bien qu'au niveau des marchés développés, toute réduction sera limitée et, au mieux, progressive dans le meilleur des cas.

La courbe descendante de l'inflation, qui pourrait se concrétiser dès le premier quart de 2023, soutient pour sa part le Dr Takesh Luckho, économiste, ne signifie pas pour autant que les prix dans le pays vont baisser et que les consommateurs auront un plus fort pouvoir d'achat. C'est plutôt que l'écart des prix de 2023 ne sera pas aussi conséquent qu'en 2022.

#### RECUL ATTENDU DE L'INFLATION IMPORTÉE

Les banques centrales du monde ont procédé à des resserrements monétaires pour calmer la demande et maîtriser

l'inflation, constate Manisha Dookhony. D'ici à la fin de 2023, le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que l'inflation mondiale retombe à 4,7 %, soit un peu moins de la moitié de son niveau actuel, détaille l'économiste.

«Les banques centrales sont donc en train de mettre en place un système pour atténuer de façon progressive les tenants de l'inflation pour un atterrissage en douceur. Ainsi, ils espèrent ne pas produire un refroidissement rapide qui pourrait amener à l'effondrement des marchés ou causer des faillites d'entreprises ou encore provoquer un taux de chômage croissant. Donc, nous devons aussi nous attendre à une inflation descendante, du moins s'agissant de l'inflation importée, c'est-à-dire l'inflation causée par l'augmentation des prix à l'international», explique Manisha Dookhony.

Alors que le taux d'inflation élevé a été importé au début de la pandémie et du conflit russo-ukrainien, l'économie mauricienne subit présentement les contrecoups de l'inflation locale, corrobore le Dr Bhavish Jugurnauth, économiste et expert-comptable. Avec des coûts toujours en hausse et une hausse des tarifs d'électricité, il faut composer avec une inflation plus élevée et la faire baisser progressivement, constate notre interlocuteur.

La Banque centrale anticipe, pour sa part, une inflation autour de 6 % en 2023. Un objectif à portée de main, soulignent les économistes et analystes financiers interrogés, bien que son atteinte soit assujettie à

## CE QUI A IMPACTÉ LE POUVOIR D'ACHAT EN 2022

Les pressions inflationnistes étaient très fortes en 2022. Cela se reflète dans le dernier rapport de Statistics Mauritius pour le quatrième trimestre. Ainsi, le Consumer Price Index est passé de 113,3 points en décembre 2021 à 127,1 points en décembre 2022.

Concernant les produits et services pour lesquels la hausse des prix a été la plus importante, l'on retrouve les transports (23,5 %), les produits alimentaires et non alcoolisés (16,2 %), les hôtels et restaurants (14,6 %) et l'eau, l'électricité, le gaz et tout ce qui est relatif à l'entretien de maison (12,2 %).

des conditions. Effectivement, comme le fait ressortir le Dr Takesh Luckho, la Banque de Maurice a modifié son cadre de politique monétaire afin d'améliorer l'efficacité de ses diverses mesures et interventions. L'une des mesures les plus importantes de ce nouveau système est l'adoption d'un mécanisme de ciblage pour l'inflation. Au lieu d'intervenir a posteriori pour contrôler l'impact d'inflation dans le pays, la Banque de Maurice annoncera le taux d'inflation désiré et ainsi utiliser ses mesures/interventions plus librement pour arriver à ce taux mentionné. Lors de la présentation de ce nouveau cadre stratégique, il a été annoncé que le Medium term rate doit être de 2 % à 5 %.





La guerre en Ukraine continue à influencer les prix de l'énergie et des produits alimentaires



DR BHAVISH JUGURNAUTH  
(ÉCONOMISTE)



DR TAKESH LUCKHO  
(ÉCONOMISTE)

«En théorie, l'adoption d'un système basé sur des énoncés prévisionnels requiert que les agents monétaires voient les déclarations de la banque comme étant crédibles et réalistes. Alors, je pense que la Banque de Maurice va opérer afin de réaliser ses objectifs. Concevons un scénario basé sur les données des deux dernières années : l'indice des prix de janvier à décembre 2022 a augmenté de 13,8 points tandis que celui de 2021 était à 6,26 points. Si pour l'année 2023, on suppose que la récession mondiale ainsi qu'une baisse du fret et des produits pétroliers font grimper l'indice des prix d'autour de 8-8,5 points, l'inflation en glissement annuel devrait toucher les 6,5 % - 7%», anticipe le Dr Takesh Luckho.

#### L'EFFET DU NOUVEAU TAUX DIRECTEUR

La lecture du Dr Bhavish Jugurnauth est que la Banque

centrale pourrait, dans un premier temps, après avoir été recapitalisée, commencer par viser une inflation de 7 % et stabiliser le taux d'inflation autour de 6 à 7 % avec le nouveau taux directeur qui a été introduit.

«Lorsque l'économie mondiale se stabilisera et que nous aurons un meilleur contrôle de l'inflation en 2024, nous pourrions alors viser un objectif d'inflation plus faible, comme 5 %, puis le ramener à 4 %. Dans le même temps, il sera nécessaire d'assainir les finances publiques et d'avoir une approche ciblée», avance-t-il.

Avec le paiement de la compensation salariale et l'application des nouveaux tarifs d'électricité au cours du premier trimestre de 2023, rien n'est moins sûr quant à l'atténuation de l'inflation locale.

«Plus d'argent dans l'économie sans augmentation de la

productivité ne peut qu'exercer de nouvelles pressions à la hausse sur les prix», fait valoir Ibrahim Malleck.

D'un autre côté, si le Petroleum Pricing Committee (PPC) décide de ne pas réduire le coût de l'essence dans l'année, ajoute Manisha Dookhony – et ce dans un contexte où le prix est supposé retomber – il est probable que l'on va rester avec un taux d'inflation fort, observe notre interlocutrice. «Le fait que le prix de l'essence reste élevé et inchangé veut dire que cela continuera à avoir un impact sur les prix de production et de distribution au niveau local. L'augmentation du prix de l'électricité va aussi exercer une influence sur le coût de vente des produits», ajoute-t-elle.

En ce début d'année, il y a encore beaucoup d'incertitudes. Ce qui rend les prévisions sur l'inflation très aléatoires.



## L'art de la communication depuis 10 ans.

10 ans d'inspirations, de réalisations hautes en couleurs, de création de valeur et de beauté, d'émotions, de collaboration, d'inclusivité, de créativité, de nouvelles expériences et de découvertes. 10 ans que nous sommes fiers d'être une entreprise mauricienne au service des marques, de leur histoire et de leur public.



[ACTUALITÉ]

TARIFS D'ÉLECTRICITÉ

# LES ENTREPRISES ET LES MÉNAGES VONT CASQUER

AVEC LA MAJORATION DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ, NOMBRE DE CONSOMMATEURS VERRONT LEUR POUVOIR D'ACHAT S'EFFRITER UN PEU PLUS. ELLE VA ÉGALEMENT ALOURDIR LES COÛTS OPÉRATIONNELS DES ENTREPRISES.

LES tarifs d'électricité ont non seulement des effets multiplicateurs et systémiques sur les coûts finaux que paient les consommateurs, mais aussi sur les coûts de production et de distribution des opérateurs économiques. Comme le souligne l'économiste Takesh Luckho, l'eau et l'électricité sont des composants très importants dans le calcul de l'indice des prix du panier de la ménagère à Maurice. Leur poids total est de 10 %.

«Une augmentation des tarifs de l'électricité effritera un peu plus le pouvoir d'achat des Mauriciens. Comme on est en été et que les ventilateurs et climatiseurs roulent à pleine puissance, beaucoup de ménages auront à déboursier plus de Rs 500 additionnelles sur leur facture d'électricité. Concernant les prix des carburants, beaucoup de Mauriciens attendaient une baisse, en ligne avec la tendance mondiale, pour pouvoir respirer. Mais après la réunion du Petroleum Pricing Committee et la décision de maintenir le prix de l'essence à Rs 74,10, c'est encore une fois le petit peuple et la classe moyenne qui paieront la note», souligne Takesh Luckho.

De 9 % à 29,5 %, la hausse des nouveaux tarifs est graduée en fonction des différentes catégories de consommateurs d'électricité et de leur volume de consommation. Récemment, le ministre de l'Énergie et des Utilités publiques, Joe Lesjongard, indiquaient que sur 410 031 consommateurs résidentiels, 350 052 ne seront pas concernés par la hausse de tarifs appliquée pour cette catégorie résidentielle.

Dans la nouvelle structure tarifaire, le Central Electricity Board (CEB) a tenu à ce que les consommateurs de moins de 300 unités mensuellement ne soient pas assujettis à cette hausse. Des 46 714 clients commerciaux du CEB, 73 %, soit 34 226, utilisent moins de 400 unités mensuellement. La hausse de la facture d'électricité pour ces consommateurs débute à 400 unités, et de 401 à 800 unités, ils devront régler Rs 10,65 de plus par unité. Concernant le secteur industriel, «qui a été subventionné pendant plus de 30 ans», dit Joe Lesjongard, il ne peut plus se prévaloir de cet avantage.

Cette hausse des tarifs d'électricité était attendue depuis longtemps, précise, pour sa part, le professeur Khalil Elahee, maître de conférences à la Faculté d'ingénierie à l'Université de Maurice et spécialiste des questions relatives à l'énergie. Cela, non seulement en raison de la hausse des coûts de production, mais aussi suite aux décisions prises dans le



KEVIN RAMKALOAN  
(CEO DE BUSINESS MAURITIUS)

passé quant aux transferts des réserves du CEB vers d'autres instances.

«Le gouvernement a été assez juste en évitant que cela ne pèse lourd sur ce que j'appellerai les petits consommateurs. Effectivement, ils ne représentent pas un volume important de la consommation d'électricité. On peut dire que 80 % de la demande vient de 20 % des consommateurs issus des secteurs industriel, commercial, public et parapublic. Pour l'immédiat, ces gros consommateurs seront affectés par la hausse des tarifs d'électricité à partir de février. C'était quelque chose d'attendu parce que la production d'électricité dépend à plus de 80 % des sources d'énergies fossiles importées, dont le fioul et le charbon, et que ces consommateurs/clients bénéficient depuis plusieurs années d'un 'Concessionary tariff'. Par exemple, l'industrie et le BPO payaient moins, d'environ 50% de moins sur le coût des tarifs d'électricité. C'était une situation intenable qu'il fallait tôt ou tard rectifier», fait ressortir le professeur Khalil Elahee.



KHALIL ELAHEE (SPÉCIALISTE DES QUESTIONS RELATIVES À L'ÉNERGIE)

Pour le Dr Bhavish Jugurnauth, le moment choisi pour la hausse du prix de l'électricité n'est pas idéal. «Je pense que cela aura un impact sur environ 30 % des principaux produits de consommation des ménages qui auront alors naturellement un impact croissant sur l'inflation», anticipe-t-il.

Bhavik Desai, Assistant Director à Perigeum Capital, a une autre lecture de la situation. Il souligne qu'il faut dépasser 500 kWh pour que l'augmentation représente au moins 10%, bien qu'il concède que cette hausse aura un certain impact sur les marges des commerces. «En revanche, puisque les pressions inflationnistes importées sont en baisse, il est donc possible que cette hausse des tarifs d'électricité ne soit pas transmise au client. Pour les ménages qui consomment plus de 500 kWh, il serait peut-être temps de revoir leur consommation, en ouvrant les fenêtres plus souvent au lieu d'utiliser la climatisation», souligne-t-il.

## PRIX DES CARBURANTS

## STATU QUO À CAUSE DE L'ÉTAT DÉFICITAIRE DU PRICE STABILISATION ACCOUNT

De son côté, Kevin Ramkaloan, CEO de Business Mauritius, explique que pour les commerces, entreprises et producteurs locaux, le CEB applique plus de 20 catégories de tarifs, avec des taux d'augmentation qui peuvent varier par industrie et catégorie.

Certains, comme quelques opérateurs dans le secteur des Tic, paieront presque 120 % de plus, tandis que certaines usines sucrières se verront payer l'électricité à presque 90 % plus cher. Cette hausse dans les coûts de production, qui vient aussi s'ajouter à la compensation salariale qui prend effet cette année, pourrait se répercuter sur le prix des produits et services touchés, impactant directement le pouvoir d'achat des consommateurs et la compétitivité de nos entreprises, craint-il.

«Business Mauritius a d'ailleurs déjà demandé une réunion avec l'URA (Utility Regulatory Authority) afin de discuter des préoccupations de nos membres vis-à-vis de ces augmentations, sachant que ces dernières sont susceptibles d'impacter de manière considérable sur plusieurs industries et entreprises. Il est difficile à ce stade de déterminer le montant de la charge additionnelle sur la facture d'électricité de chaque entreprise ; l'impact sur chacune variant selon sa catégorie parmi la vingtaine identifiée par le CEB. Nous pouvons déjà, cependant, voir que dans les secteurs à haute consommation d'électricité, tels les Tic, les secteurs manufacturier et sucrier ou encore le bâtiment, les hausses peuvent aller de 80 % jusqu'à plus de 120 %», explique Kevin Ramkaloan. Et de faire ressortir que sur «le marché mondial, selon les prévisions de la Global Price Index, nous avons déjà entamé une courbe descendante. En novembre 2022, les prix des denrées alimentaires et de l'énergie étaient arrivés à 191, comparé à 241 en août de la même année. Dans ce contexte, l'augmentation des tarifs aura un effet sur l'inflation dans la mesure où certaines entreprises seront forcées d'augmenter les prix, mais nous serons a priori en-deçà des 12 % de 2022».



LA tendance baissière du cours du pétrole Brent à l'international n'a pas pesé dans la décision du Petroleum Pricing Committee pour ajuster favorablement les prix des carburants. En effet, le prix de l'essence est maintenu à Rs 74,10 le litre et celui du diesel à Rs 54,55 le litre. La State Trading Corporation (STC) justifie le gel des prix en invoquant un déficit de Rs 4,4 milliards du Price Stabilisation Account (PSA).

«L'éclatante opacité des comptes du PSA ne donne aucun éclairage quant à la gestion de ce fonds. Il faut avoir plus de détails sur les prix auxquels Maurice a acheté le carburant. Est-ce que ces derniers sont une moyenne ou représentent-ils la dernière cargaison ? Quel était le taux de change durant ces périodes ? Il

est fondamental que les chiffres et les contributions de chaque cargaison soient publiés sur le site de la STC», se demande Jayen Chellum, secrétaire général de l'Association des consommateurs de l'île Maurice (ACIM).

Il précise que pour connaître une baisse des prix, la question de puiser des fonds du PSA ne se pose pas. Selon lui, en cas de surplus, cela aurait dû être passé aux consommateurs, surtout pour Mogas. «Le directeur de la STC reconnaît qu'il y a un surplus, pourquoi ces chiffres n'ont pas été transparents pour chaque cargaison de produits pétroliers qui arrivent à Maurice», s'interroge le secrétaire général de l'ACIM.

Par ailleurs, le communiqué de la STC précise que le prix de référence du baril de diesel est de



JAYEN CHELLUM (SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ACIM)

115,38 dollars. Par conséquent, le prix du carburant aurait dû être fixé à Rs 61,40 le litre, contre Rs 54,55. Il s'agit d'une majoration de 12,5 % du prix par litre. Comme le Petroleum Pricing Mechanism limite les augmentations à 10 %, le prix du litre devrait être de Rs 60. Cependant, le ministre a choisi de ne pas tenir compte de l'avis du PPC et d'interdire l'augmentation du prix.

Institutions financières	Prévisions sur l'inflation globale pour 2023
Fonds monétaire international	4,6 % (inflation, sans précision)
Banque de Maurice	5 % (inflation, sans précision)
MCB Focus	5 %
SBM Insights	4,5 %
Ministère des Finances	5 - 6 % (inflation, sans précision)